

Vente à la découpe : la résistance s'organise

L'événement

BAIN DE SOLEIL sur fond de reggae. Organisé au pied du 42, rue de Chaligny (XII^e), le buffet rempli de boissons, de biscuits et de chips a réuni hier après-midi une cinquantaine de personnes. Des enfants jouent sur le trottoir et bousculent quelques poussettes. « On se croirait dans un village ! », s'exclame une jeune femme en sirotant un jus d'orange. « Il ne manque plus que les cigales... », ajoute son amie, qui se bronze le visage déjà criblé de taches de rousseur... Mais les banderoles accrochées aux fenêtres rappellent à la réalité : « Les découpés se rebiffent » ou encore « Délogés, mal logés solidarité ». Depuis que leur immeuble a été racheté mi-février par une grosse société immobilière espagnole, Renta Corporacion, les quinze familles locataires de l'immeuble ont fait cause commune avec les militants de Droit au logement (DAL). « Pour rester dans notre appartement, nous n'avons pas d'autre choix que de le racheter... Mais à 6 000 € le mètre carré, aucun de nous n'a les moyens de le faire, explique Nelly, une des organisatrices du buffet. Menacés de devoir partir, comment ne pas se sentir proches des mal-logés ? »

Le nouveau combat de Droit au logement

Pour mettre en pratique leur solidarité, deux familles sans-logis ont été installées clandestinement il y a deux semaines dans des appartements inoccupés de l'immeuble. « C'est une opération symbolique qui montre que la spéculation immobilière mène à l'éviction des locataires et donc à long terme à l'exclusion », explique Benoît Filippi, membre de l'Association des comités de défense des locataires (ACDL). « L'intention de cette société est claire : réaliser une grosse plus-value, explique avec amertume Nelly. Les tarifs du quartier ne dépassent pas les 4 000 € le mètre carré. » Ariane, 29 ans, s'angoisse : « J'occupe cet appartement depuis huit ans. Mon salaire de libraire et celui de mon ami, intermittent du spectacle, ne nous permettront ni de le racheter ni de trouver ailleurs dans la capitale... » Fatima, 32 ans, pose le plat de tajine qu'elle a préparé pour le buffet. « J'ai habité avec mes deux enfants dans la chambre d'un hôtel pendant dix ans, raconte cette femme qui loge dans un des deux appartements réquisitionnés par le DAL. Dans ce deux-pièces que les locataires m'ont aidée à investir, c'est un rêve qui se réalise : un logement à taille humaine. » D'autres victimes de la vente à la découpe sont venues. Locataires d'un immeuble de la rue des Arquebusiers (III^e), racheté il y a un an par un fonds d'investissement américain, mais aussi ceux du boulevard Voltaire (XI^e), et du 39 bis, rue de Montreuil (XI^e)... Des élus PS, PC et Verts sont venus les soutenir. « Désormais, classes populaires et classes moyennes sont unies dans la même menace de devoir quitter la capitale, dénonce Patrick Bloche, député socialiste de Paris, au micro. Pour sauvegarder la mixité sociale, il faut que soit votée une loi qui permette de réduire le pouvoir de ces sociétés. »



42, RUE DE CHALIGNY (XII^e), HIER. Une cinquantaine de personnes ont partagé un buffet au pied de cet immeuble qui vient d'être racheté par une grosse société immobilière espagnole. Du coup, les quinze locataires risquent de devoir partir.